

## Les élections en Italie :

### « l'antipolitique » au centre de la campagne électorale ?

Michele MARCHI

Vingt-sept éditions en sept mois, plus d'un million d'exemplaires vendus : le livre de Stella et Rizzo sur la « Caste » des politiciens intouchables révèle la crise de confiance des Italiens à l'égard de leurs dirigeants. À l'occasion des récentes élections, Michele Marchi mesure la portée réelle de l'antipolitisme en Italie.

En partenariat avec Centro Studi Progetto Europeo (<http://www.euopressresearch.eu>)

Recensés :

- Stella G. Antonio, Rizzo Sergio : *La casta. Così i politici italiani sono diventati intoccabili* (*La caste. Comment les hommes politiques italiens sont devenus des intouchables*). Rizzoli, 2007.

- Le rapport Censis 2007, disponible sur le site <http://www.censis.it>

« Il existe désormais une crise de la crédibilité la politique, une crise qui va secouer le pays avec des passions identiques à celles qui avaient marqué la fin de la Première République dans les années 1990 »<sup>1</sup>. C'est en ces termes, légèrement teintés d'angoisse, que Massimo D'Alema, alors ministre des affaires étrangères, commentait il y a sept mois les premiers signes de la profonde indignation populaire à l'encontre de l'ensemble de la classe politique. Suite à la publication d'une enquête sur les gaspillages et les privilèges des hommes politiques italiens, réalisée par les journaliste d'*Il Corriere della Sera*, Gian Antonio Stella et

---

<sup>1</sup> M. T. Meli (interview de M. D'Alema), *Politica, crisi come negli anni Novanta*, "Il Corriere della Sera", 20-05-07.

Sergio Rizzo, l'indignation s'est progressivement transformée en un véritable mouvement spontané de rébellion contre les palais du pouvoir. Le terme de « caste » est devenu immédiatement le synonyme de la classe dirigeante du Pays qui en contrôle de manière oligarchique les carrefours vitaux et en barre l'accès à la société civile, naturellement transfigurée en refuge de la vertu.

Le livre de Stella et Rizzo (vingt-sept éditions en sept mois !), est un recueil d'articles déjà publiés, en grande partie dans le quotidien milanais. Réunies dans un volume unique, les données et les enquêtes ont pris l'allure d'un portrait sociopolitique du pays, aux traits inquiétants. Aussi y découvre-t-on, parmi beaucoup d'autres perversions du système, que la fonction présidentielle italienne coûte quatre fois plus que la monarchie anglaise, que les parlementaires européens italiens sont les mieux payés de l'Union, que les partis politiques continuent de recevoir des financements publics alors que le référendum de 1993 les avait interdits. A quoi s'ajoutent de nombreux témoignages de gaspillages : les « autos bleues » (voitures de service de luxe), les vols gratuits pour tous les membres de la famille des hommes politiques, sans parler des coûts entraînés par la multiplication inutile des organismes locaux, aux compétences superposées et qui sont souvent par conséquent la cause d'un immobilisme bureaucratique.

La force du livre de Stella et de Rizzo réside dans le portrait d'une classe politique qui se vit, à tous les points de vue, comme un corps séparé et autoréférentiel, irresponsable du point de vue financier quand il s'agit de s'augmenter ou de perpétuer des privilèges, mais qui lorsqu'il prend la parole à titre officiel parle de solidarité, d'équité et de redressement des comptes publics.

Tandis que les ventes du livres s'approchaient rapidement du million d'exemplaires (le 31 décembre 2007, le nombre d'exemplaires vendus atteignait le chiffre d'un million deux cent mille) et compte tenu de la conjoncture économique et politique difficile du moment, gérée par la majorité chaotique de centre-gauche, on a vu se dessiner dans le Pays un mouvement spontané de rejet de la politique « traditionnelle ». Ce mouvement a connu son apogée le 8 septembre 2007, lorsque près de cinq millions de personnes ont répondu, en effet, à l'appel « aux armes » du comique Beppe Grillo (qui s'était fait connaître dans les années 1980 pour ses accusations de corruption, adressées à l'époque au Président du Conseil socialiste Bettino Craxi) et sont descendus dans les rue d'Italie pour manifester contre l'abus

de pouvoir de la « caste ». Le « jour V » (ce signe signifie à la fois victoire, vengeance et insulte vulgaire) a été également l'occasion de récolter plus de trois cents mille signatures en faveur d'une loi d'initiative populaire reposant sur trois points cardinaux : la limitation de l'éligibilité à deux mandats parlementaires, le mode de scrutin direct pour les législatives et la non éligibilité dans le cas d'une personnalité condamnée de façon définitive ou au premier et au second degré et dans l'attente d'un jugement définitif. Le ton jacobin de cette proposition renvoie immédiatement à l'âge d'or du mouvement des « girotondi » (la contestation de la classe dirigeante de gauche conduite par le metteur en scène Nanni Moretti) et du triomphe, même s'il a été éphémère, de la société civile face à l'élite politique, considérée comme corrompue.

Mais seule une approche systématique visant le moyen terme peut réellement aider à élucider une phase particulièrement chaotique de la vie politique et sociale italienne, qui finirait par se trouver excessivement simplifiée si on la regardait uniquement à travers la loupe d'un phénomène éditorial et de mœurs comme celui de *La Casta* ou d'une simple explosion de mécontentement populaire comme l'a été le V-Day. L'Italie apparaît avant tout d'un point de vue social, comme il ressort du quarante et unième rapport annuel du Censis (dirigé par le sociologue Giuseppe de Rita), comme un ensemble de minorités actives, qui opèrent selon des logiques improvisées et indépendantes et qui finissent par se noyer dans le *mare magnum* de l'inertie ambiante. Ce qui semble, en outre, faire dangereusement défaut, c'est l'esprit de système, véritable ciment social.

Une réalité sociale qui devient chaque jour une « boue de masse » (selon le terme du rapport du Censis), pétrie de pulsions, d'émotions, d'expériences et par conséquent, particulièrement indifférente aux finalités et aux objectifs du futur. Une réalité sociale qui penche dangereusement vers une expérience progressive du pire. On pourrait pratiquement remplacer le terme de boue de masse par le terme plus impressif de « mucilage », autrement dit un ensemble indéfini d'« éléments individuels et de coupures personnelles » maintenu ensemble par un alliage médiocre<sup>2</sup>.

À côté du manque de dynamisme de la société italienne en général, on doit ajouter aussi l'autre face de la médaille de la crise italienne: la paralysie décisionnelle qui caractérise

---

<sup>2</sup> Pour voir l'intégralité du rapport 2007, consulter le site <http://www.censis.it>

le système politique italien du moins depuis l'effondrement du système des partis traditionnels de début des années quatre-vingt-dix. Si la société apparaît piégée par son absence de dynamisme et de compétition et par son incapacité à procéder par objectifs, il faut dire qu'une large part de responsabilité revient à la politique, incapable de rompre le cercle vicieux de l'autoréférentialité sociale et d'imposer les innovations qui permettraient de remettre en mouvement le système « Pays ». La démocratie majoritaire issue de la révolution référendaire des années quatre-vingt-dix a révélé rapidement toutes ses limites si elle n'est pas soutenue par des réformes institutionnelles proportionnées et des mécanismes électoraux en mesure de limiter la fragmentation des partis.<sup>3</sup>

Alors, qu'est-ce qui lie cette double crise socio-politique au sentiment de critique répandue vis-à-vis de la classe dirigeante du Pays, sentiment que nous avons désigné ici, pour simplifier, par le terme d'anti-politique ?

En réalité, par antipolitique, du moins dans le contexte italien, mais un discours semblable pourrait être élargi à beaucoup de Pays occidentaux européens, il faut entendre une des réactions possibles à la condition dramatique dans laquelle la démocratie représentative se trouve. Les partis peinent à obtenir le consensus et sont de moins en moins capables d'assumer leur rôle de sélection de la classe dirigeante future. L'exercice démocratique finit par en sortir compromis et affaibli, confiné à reproposer des modèles néo-féodaux ou néo-dynastiques, avec comme corollaire l'image d'une classe politique inévitablement perçue comme oligarque. La situation italienne devient alors un terrain fertile pour le triomphe de tout ce qui peut être défini comme antipolitique.

D'un côté, en effet, après la chute de la soi-disant Première République, les thèmes propres à l'antipolitique se sont transformés en un véritable sujet « politique », avec la rhétorique du « Berlusconi, homme nouveau » et entrepreneur à succès susceptible de gouverner le Pays sur le modèle d'une de ses entreprises et devenu par conséquent le symbole de l'antithèse des hommes politiques de métier, qui de manière plus ou moins explicite, finissaient par être accusés de « ne jamais avoir travaillé au cours de leur vie ». Mais il existe également la diffusion plus souterraine d'une culture dangereuse du soupçon et du

---

<sup>3</sup> A ce propos voir G. Guzzetta, *Italia ultima chiamata*, Milano, Rizzoli, 2008.

« justicialisme », fruit malade d'un rapport dégénéré entre politique et magistrature, encore une fois lié aux années de « Tangentopoli »<sup>4</sup>.

Par ailleurs, le contexte politique italien représente un véritable cas d'école. A l'effritement du tableau politique des années quatre-vingt-dix, a succédé une recomposition sans aucune compétition réelle. On est passé d'une démocratie des partis à une démocratie personnelle. En effet, depuis 1994, le centre-droite n'est pas concevable sans Silvio Berlusconi ; et de même la naissance du soi-disant parti unique, qui dans les faits n'est qu'une annexion d'Alleanza Nazionale à Forza Italia, est advenue après un discours public sur une place de Milan et s'est conclue après une consultation directe rapide des militants en ce qui concerne le choix de la nouvelle formation politique, c'est-à-dire *Il Popolo delle Libertà* (le Peuple des Libertés). D'une manière plus articulée peut-être, mais identique par bien des aspects, le centre-gauche a élu aux rênes du nouveau Parti démocrate Walter Veltroni, un leader désigné et prédéfini. Or, il y avait eu deux ans auparavant quelque chose de fort semblable, pour les « primaires » organisées pour la candidature du leader de l'Ulivo de Romano Prodi.

Les premières semaines de la campagne électorale en vue des élections des 13-14 avril derniers semblent présenter un paysage politique qui, dans sa tentative d'offrir de nouvelles réponses à la crise de la représentation démocratique, est en train de se transformer de « bipartiste » en « bipersonnel »<sup>5</sup>. La campagne électorale est en effet aujourd'hui dominée par la sur-représentation médiatique des deux candidats et par une conduite assez semblable et en ce qui concerne le triomphe de la démocratie d'opinion et à propos des thèmes concrets sur lesquels les deux leaders devraient se mesurer et s'opposer éventuellement. Mais pour le moment les positions de Berlusconi et de Veltroni semblent très proches à propos des thèmes du travail, des impôts, du pouvoir d'achat et de la sécurité, tandis que les sujets sensibles de l'éthique ou de la religion sont délibérément évités. Les accents polémiques des campagnes électorales récentes (l'anticommunisme et l'antiberlusconisme) paraissent en ce moment exclus du débat politique et les deux adversaires se mobilisent à la recherche des réponses les plus cohérentes possibles à la requête de changement que le Pays exprime, même s'il le fait de manière confuse.

---

<sup>4</sup> De *tangente*, pot-de-vin, et de *polis* : c'est l'opération « Mains propres » qui débuta en 1992.

<sup>5</sup> I. Diamanti, *Presidenzialismo all'italiana*, "La Repubblica", 17-02-08.

Si on l'examine de ce point de vue, la grosse vague d'antipolitique de la deuxième moitié de l'année 2007 a révélé les nombreuses failles de la démocratie représentative italienne, encore engagée dans sa longue transition post 1992. Les deux candidats des partis majoritaires sont en train d'accentuer la personnalisation et la « présidentialisation » de la querelle en cherchant chacun, ce faisant, à proposer une réponse personnelle originale à cette situation de crise.

Des sondages récents montrent à quel point le problème antipolitique est toujours d'actualité ; il suffit pour cela de penser que le comique Beppe Grillo obtient 55% de la confiance des italiens, soit deux points de plus que Walter Veltroni et onze de plus que Silvio Berlusconi et qu'en outre trois électeurs sur quatre déclarent que selon eux tous les partis se valent. Toutefois une telle méfiance à l'endroit des partis et le soutien massif au leader du V-Day ne semblent pas actuellement annoncer un haut niveau d'abstentionnisme, mais ils expriment plutôt la manifestation d'un désir et d'une recherche d'un vote qui soit vraiment en mesure de garantir une rupture et un changement par rapport au passé (n'oublions pas à ce sujet que seulement un électeur sur deux déclare actuellement savoir quel est le parti pour lequel il votera aux prochaines élections)<sup>6</sup>.

Les sondages pendant toute la campagne électorale ont présenté une Italie fluide et instable, avec un Popolo della Libertà toujours en avantage de beaucoup de points, mais avec un Parti démocratique en croissance constante.

La victoire nette de Silvio Berlusconi et de sa coalition, mais aussi le bon résultat du Parti démocrate et surtout le taux d'abstention pas trop élevé, ont démontré que la pulsion antipolitique n'a pas été si déterminante. La rhétorique de la « caste », du « grillismo » et du « justicialisme » n'a pas été décisive pour les choix des électeurs et s'il y a eu sentiment antipolitique les électeurs l'ont véhiculé en choisissant des « partis extrêmes », mais très bien liés au système traditionnel de la représentation démocratique comme la Ligue du Nord et l'Italie des Valeurs.

Ils ont donc peut-être prêté attention à l'avertissement de Mario Monti, qui quelques semaines avant les élections affirmait : « l'intolérance des citoyens pour les coûts et

---

<sup>6</sup> Sondage Demos-Eurisko publié sur la « Repubblica » le 25-02-08.

l'incompétence de la politique possède un potentiel salutaire. Il est positif que les hommes politiques y réagissent. Mais cela présente cependant un risque [...] : que la société civile ait systématiquement tendance à s'auto-absoudre, à considérer l'État et les impôts comme le mal principal, à ne pas considérer comme un mal les tutelles corporatives dans lesquelles chaque catégorie s'abrite tel un hérisson. »<sup>7</sup>

Texte paru dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 18 avril 2008

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)

---

<sup>7</sup> M. Monti, *In Italia troppi privilegi nessuno tocca le lobby*, « La Stampa », 24-02-08.